

tant dans les hôpitaux que dans les centres de soins résidentiels. Une situation identique se produit dans le cadre de la deuxième vague actuelle et est également susceptible de se reproduire en cas de troisième vague éventuelle. Il convient dès lors de prévoir une dérogation supplémentaire à l'obligation d'intervention d'un deuxième médecin lorsque le décès a lieu dans un centre de soins résidentiels.

- en d'autres termes, à cause de la situation actuelle, une dérogation aux articles 13 et 19 ne peut être retardée.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand de l'Administration intérieure, des Affaires administratives, de l'Intégration civique et de l'Égalité des Chances,

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 2020 portant dérogation aux articles 13 et 19 du décret du 16 janvier 2004 sur les funérailles et sépultures, le membre de phrase « pendant la période d'urgence fixée en matière de santé publique, telle que mentionnée à l'article 4, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas d'urgence civile en matière de santé publique, » est remplacé par le membre de phrase « jusqu'au 30 avril 2021 inclus ».

Art. 2. À l'article 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- le membre de phrase « pendant la période d'urgence fixée en matière de santé publique, telle que mentionnée à l'article 4, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas d'urgence civile en matière de santé publique » est remplacé par le membre de phrase « jusqu'au 30 avril 2021 inclus ».

- à l'alinéa 2, 1^o les mots « ou dans un centre de soins résidentiels de la Région flamande » sont ajoutés après les mots « à l'hôpital » ;

- à l'alinéa 2, 2^o il est inséré entre les mots « en dehors de l'hôpital » et les mots « et le médecin traitant » les mots « ou dans un centre de soins résidentiels ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre flamand qui a l'administration intérieure et la politique des villes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 octobre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Administration intérieure, des Affaires administratives,
de l'Intégration civique et de l'Égalité des Chances,

B. SOMERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/15898]

22 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 3 mai 2019 instaurant le Forum des Jeunes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu le décret du 3 mai 2019 instaurant un Forum des Jeunes de la Communauté française, articles 15 à 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 2020 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Forum des Jeunes en Communauté française;

Vu le « Test genre » du 12 mai 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2020;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 67.762, donné le 24 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « Agora » : organe informel défini aux articles 7, 20 et suivants du règlement d'ordre intérieur du Forum des Jeunes approuvé par le Gouvernement de la Communauté française dans son arrêté du 2 juillet 2020 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Forum des Jeunes en Communauté française;

2^o « décret » : le décret du 3 mai 2019 instaurant un Forum des jeunes de la Communauté française;

3^o « Forum des jeunes » : le Forum des jeunes de la Communauté française instauré par l'article 2 du décret;

4^o « Membre effectif » : le membre remplissant les conditions fixées à l'article 6 du décret;

5^o « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions;

6^o « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de l'Administration générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

7° « Inspection » : Service général de l'Inspection de l'Administration de la Culture du Ministère de la Communauté française;

8° « Ministère » : le Ministère de la Communauté française;

9° « ETNIC » : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française créée par le décret du 25 octobre 2018.

CHAPITRE II. — Subvention et aides au Forum des Jeunes

Section 1^{ère}. — Subvention

Sous-section 1^{ère}. — Octroi et liquidation de la subvention

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie une subvention annuelle forfaitaire de 225.000 euros indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation, conformément à l'article 15, alinéa 1, du décret, et dans les limites des crédits budgétaires.

§ 2. La subvention est octroyée par année civile et justifiée par les comptes annuels de cette même année remis conformément à l'article 17 du décret et par son plan d'action annuel remis pour le 31 juillet au plus tard au Service de la Jeunesse

§ 3. Le Service de la Jeunesse liquide, chaque année, pour le 31 mars au plus tard, 85 pourcents de la subvention visée au §1^{er}. Il liquide le solde de la subvention précitée en une tranche au plus tard dans les trois mois qui suivent le dépôt au Service de la Jeunesse des documents visés au § 2.

§ 4. Sans préjudice de l'article 61, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, le Service de la Jeunesse déduit de la liquidation de la subvention les parties de la subvention relatives à l'année antérieure qui n'auraient pas été justifiées.

Sous-section 2. — Suspension ou suppression de la subvention

Art. 3. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 15 du décret peut être suspendue ou supprimée, en tout ou en partie en cas de non-respect du décret, conformément à l'article 18 du décret, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement du 18 janvier 2017 relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions,

§ 2. Le Service de la Jeunesse informe le Forum des Jeunes des conditions d'octroi de la subvention qui ne sont plus remplies et le met en demeure par envoi recommandé d'y remédier dans le délai qu'il détermine, ce délai doit être proportionné aux mesures que le Forum des jeunes doit prendre.

Le Service de la Jeunesse en informe simultanément le Ministre.

Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 18, alinéa 3, du décret, à compter de la notification de la mise en demeure visée à l'article 3, § 2, le Forum des Jeunes peut faire parvenir une note d'observation au Service de la Jeunesse dans un délai de trente jours.

§ 2. A dater de la réception de la note d'observation, ou en son absence à l'issue du délai visé au §1^{er}, le Service de la Jeunesse demande l'avis de l'Inspection.

Le Service de l'Inspection dispose de trente jours pour communiquer son avis.

§ 3. Si, après réception de l'avis de l'Inspection, le Service de la Jeunesse estime que le Forum des Jeunes n'a pas remédié aux griefs visés dans la mise en demeure, le Service de la Jeunesse propose au Ministre de suspendre la subvention visée à l'article 15, alinéa 2, du décret.

Le Service de la Jeunesse en informe le Forum des Jeunes par envoi recommandé, et lui indique les dispositions du décret qu'il ne respecte plus ainsi que la durée de la suspension envisagée.

§ 4. Avant de statuer sur la proposition de suspension de la subvention, le Ministre ou son délégué entend les représentants du Forum des Jeunes, en présence du responsable du Service de la Jeunesse.

La convocation à l'audition est adressée au Forum des Jeunes par envoi recommandé 20 jours ouvrables avant l'audition. La convocation à l'audition précise que le Forum des Jeunes peut déposer une note d'observation telle que visée au § 1^{er}, à l'occasion de l'audition.

§ 5. Le Ministre statue sur la suspension de la subvention, dans un délai de deux mois, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse. Il est joint à l'arrêté la mise en demeure préalable, l'avis de l'Inspection et l'éventuelle note d'observation établie par le Forum des Jeunes en application des §§1^{er} et 4.

En cas de décision de suspension, le Ministre détermine la date d'effet et la durée de la suspension de la subvention.

§ 6. Au terme de la période de suspension de la subvention, si le Service de la Jeunesse constate que le Forum des Jeunes n'a pas remédié aux griefs visés par la suspension, le Service de la Jeunesse propose au Ministre de supprimer pour l'avenir lesdites subventions.

Le Service de la Jeunesse en informe le Forum des Jeunes par envoi recommandé.

§ 7. Le Ministre statue dans les deux mois sur proposition motivée du Service de la Jeunesse de la suppression de la subvention. Il est joint à l'arrêté la décision ministérielle de suspension et l'envoi recommandé du Service de la Jeunesse visé au §6.

La décision du Ministre prend effet à dater de sa notification au Forum des Jeunes par le Service de la Jeunesse et est d'application jusqu'à la remédiation des griefs.

Sous-section 3. — Procédure de recours

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 18, alinéa 3, du décret, le Forum des Jeunes peut introduire un recours par envoi recommandé auprès du Service de la Jeunesse à l'encontre de la décision visée à l'article 3, § 1^{er}, du présent arrêté, dans les 20 jours de sa notification. L'introduction d'un recours a pour effet de suspendre la procédure visée à la sous-section 2.

§ 2. Dès réception du recours, le Service de la Jeunesse adresse un accusé de réception au Forum des Jeunes dans les 5 jours et en transmet copie, pour avis à l'Inspection. L'Inspection remet son avis au Service de la Jeunesse dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la copie du recours.

Art. 6. Le Service de la Jeunesse dispose de 15 jours à compter de la réception de l'avis de l'Inspection, pour transmettre une proposition motivée de décision au Gouvernement. L'avis de l'Inspection est joint à la proposition du Service de la Jeunesse.

Cette proposition de décision motivée est communiquée simultanément au Forum des Jeunes par le Service de la Jeunesse.

Art. 7. Le Gouvernement ou son représentant entend le Forum des Jeunes, en présence du responsable du Service de la Jeunesse, avant de statuer sur le recours à l'encontre d'une décision visée à l'article 3, § 1^{er}.

La convocation à l'audition est adressée au Forum des Jeunes par envoi recommandé 20 jours ouvrables avant l'audition. La convocation à l'audition précise que le Forum des Jeunes peut déposer une note d'observation à l'occasion de l'audition.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement statue dans les deux mois sur le recours visé à l'article 5 sur proposition du Service de la Jeunesse.

Le Gouvernement communique sa décision au Service de la Jeunesse.

Le Service de la Jeunesse notifie la décision du Gouvernement au Forum des Jeunes par envoi recommandé dans les 5 jours.

§ 2. La décision du Gouvernement prend effet à dater de la notification du Service de la Jeunesse au Forum des Jeunes.

Section 2. — Des aides

Art. 9. § 1^{er}. L'aide logistique visée à l'article 15 du décret, alinéa 1^{er}, 3^{ème} tiret, correspond a minima à la mise à disposition gratuite du matériel suivant :

- 1° ordinateurs, en ce compris, le cas échéant, ordinateurs portables, munis d'une connexion à l'Internet;
- 2° imprimantes, dont au moins une imprimante couleur;
- 3° scanners;
- 4° téléphones fixes;
- 5° armoires, bureaux et chaises de bureau;
- 6° matériel de bureau;
- 7° tables de réunion et chaises.

§ 2. L'aide administrative visée à l'article 15 du décret, alinéa 1^{er}, 3^{ème} tiret, correspond a minima à la fourniture gratuite des services et prestations suivants :

- 1° intervention de l'ETNIC en cas de besoin;
- 2° utilisation des services de la Poste ou, en cas de besoin, de ceux d'entreprises de livraison.

§ 3. L'aide d'infrastructure et d'hébergement visée à l'article 15 du décret, alinéa 1^{er}, 3^{ème} tiret, correspond a minima à la fourniture gratuite, en suffisance, d'au moins les prestations suivante s:

- 1° locaux proches des transports en commun, dont la surface permet d'accueillir le matériel visé au § 1^{er} et une salle de réunion séparée;
- 2° service de nettoyage des locaux visés au §3, 1°;
- 3° accessibilité des locaux visés au 1° en dehors des heures de bureau;
- 4° infrastructures du Centre culturel Marcel Hicter de La Marlagne (à l'exception des chambres et de l'intendance), selon des modalités à définir en concertation avec l'Administration générale de la Culture de la Communauté Française.

Section 3. — Des indemnités de parcours et de séjour

Art. 10. § 1^{er}. Il est alloué une indemnité pour frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion aux membres effectifs qui participent aux activités suivantes organisées par le Forum des Jeunes :

- 1° une assemblée générale ou extraordinaire;
- 2° un conseil d'administration;
- 3° une réunion de l'Agora;
- 4° une formation exclusivement organisée dans le cadre des missions visées à l'article 4 du décret;
- 5° une réunion de commission ou de groupe de travail, regroupant soit :
 - au moins cinq participants, dont un membre de l'équipe permanente;
 - au moins deux membres de l'assemblée générale.

§ 2. Les membres effectifs bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux membres du personnel du ministère titulaires d'un grade classé au rang 12.

Le montant maximum de l'indemnité pour frais de parcours correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe, sur base d'une pièce justificative.

Art. 11. Les membres effectifs perçoivent une indemnité pour frais de séjour lorsque la durée du déplacement excède une journée et que les repas ne sont pas pris en charge par le Forum des Jeunes ou un autre organisme.

Cette indemnité est fixée à 8 euros.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 13. La Ministre de la Jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 octobre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/15898]

22 OKTOBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 3 mei 2019 tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap, de artikelen 15 tot 18;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 2020 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Jongerenforum van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de « gendertest » van 12 mei 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 juni 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juli 2020;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 67.762, gegeven op 24 augustus 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « Agora » : informeel orgaan bepaald in de artikelen 7, 20 en volgende van het huishoudelijk reglement van het Jongerenforum goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap in haar besluit van 2 juli 2020 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Jongerenforum van de Franse Gemeenschap;

2^o « decreet » : het decreet van 3 mei 2019 tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap;

3^o « Jongerenforum » : het Jongerenforum van de Franse Gemeenschap ingevoerd bij artikel 2 van het decreet;

4^o « Werkend lid » : het lid dat aan de voorwaarden bepaald in artikel 6 van het decreet beantwoordt;

5^o « Minister » : het lid van de Regering dat bevoegd is voor Jeugd;

6^o « Jeugddienst » : de Jeugddienst van de Algemene Administratie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

7^o « Inspectie » : Algemene Inspectiedienst van de Administratie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

8^o « Ministerie » : het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

9^o « ETNIC » : het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap opgericht bij het decreet van 25 oktober 2018.

HOOFDSTUK II. — *Subsidie en steun aan het Jongerenforum*Afdeling 1. — *Subsidie*Onderafdeling 1. — *Toekenning en uitbetaling van de subsidie*

Art. 2. § 1. De Regering kent een forfaitaire jaarlijkse subsidie van 225.000 euro toe die elk jaar geïndexeerd wordt op basis van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen overeenkomstig artikel 15, eerste lid, van het decreet en binnen de perken van de begrotingskredieten.

§ 2. De subsidie wordt toegekend per kalenderjaar en verantwoord door de jaarrekeningen van ditzelfde jaar ingediend overeenkomstig artikel 17 van het decreet en door het jaarlijkse actieplan dat uiterlijk op 31 juli bij de Jeugddienst wordt ingediend.

§ 3. De Jeugddienst betaalt, elk jaar, uiterlijk op 31 maart, 85 procent uit van de subsidie bedoeld in §1. Hij betaalt het saldo van de voormelde subsidie uit in één schijf uiterlijk binnen de drie maanden na de indiening bij de Jeugddienst van de documenten bedoeld in § 2.

§ 4. Onverminderd artikel 61, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, trekt de Jeugddienst van de uitbetaling van de subsidie af de delen van de subsidie die betrekking hebben op het voorafgaande jaar en die niet verantwoord zouden geweest zijn.

Onderafdeling 2. — Opschorting of afschaffing van de subsidie

Art. 3. § 1. De subsidie bedoeld in artikel 15 van het decreet kan geheel of gedeeltelijk opgeschort of afgeschaft worden bij niet-naleving van het decreet overeenkomstig artikel 18 van het decreet en onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Regering van 18 januari 2017 betreffende de organisatie en de coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies.

§ 2. De Jeugddienst stelt het Jongerenforum op de hoogte van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie die niet meer vervuld zijn en maant hem per aangetekende brief aan om de situatie te verhelpen binnen een termijn die hij bepaalt. Deze termijn moet in verhouding staan tot de maatregelen die het Jongerenforum moet nemen

De Jeugddienst informeert tegelijkertijd de Minister hierover.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 18, derde lid, van het decreet, met ingang van de kennisgeving van de aanmaning bedoeld in artikel 3, § 2, kan het Jongerenforum binnen dertig dagen een observatienota aan de Jeugddienst bezorgen.

§ 2. Vanaf de datum van ontvangst van de observatienota of bij gebreke daarvan aan het einde van de termijn bedoeld in § 1, vraagt de Jeugddienst het advies van de Inspectie.

De Inspectiedienst beschikt over dertig dagen om zijn advies uit te brengen.

§ 3. Indien, na ontvangst van het advies van de Inspectie, de Jeugddienst van mening is dat het Jongerenforum geen oplossing gevonden heeft voor de klachten bedoeld in de aanmaning, stelt de Jeugddienst de Minister voor om de subsidie bedoeld in artikel 15, tweede lid, van het decreet op te schorten.

De Jeugddienst informeert het Jongerenforum hierover per aangetekende brief, en wijst hem op de bepalingen van het decreet die hij niet meer naleeft alsook op de duur van de overwogen opschorting.

§ 4. Alvorens een beslissing te nemen over het voorstel tot schorsing van de subsidie, hoort de Minister of zijn afgevaardigde de vertegenwoordigers van het Jongerenforum, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst.

De uitnodiging voor de hoorzitting wordt 20 werkdagen vóór de hoorzitting per aangetekende brief naar het Jongerenforum gestuurd. De uitnodiging voor de hoorzitting bepaalt dat het Jongerenforum tijdens de hoorzitting een observatienota zoals bedoeld in § 1 kan indienen.

§ 5. Op gemotiveerd voorstel van de Jeugddienst beslist de Minister binnen twee maanden over de schorsing van de subsidie. De voorafgaande aanmaning, het advies van de Inspectie en de eventuele observatienota opgesteld door het Jongerenforum met toepassing van §§1 en 4 worden bij het besluit gevoegd.

Bij een beslissing tot schorsing bepaalt de Minister de ingangsdatum en duur van de schorsing van de subsidie.

§ 6. Na de periode van de schorsing van de subsidie, indien de Jeugddienst vaststelt dat het Jongerenforum geen oplossing gevonden heeft voor de klachten bedoeld in de schorsing, stelt de Jeugddienst de Minister voor om de betrokken subsidies in de toekomst af te schaffen.

De Jeugddienst brengt het Jongerenforum hierover op de hoogte per aangetekende brief.

§ 7. De Minister beslist binnen twee maanden op gemotiveerd voorstel van de Jeugddienst over de afschaffing van de subsidie. De ministeriële beslissing tot schorsing en de aangetekende brief van de Jeugddienst bedoeld in §6 worden bij het besluit gevoegd.

De beslissing van de Minister gaat in op de datum van de kennisgeving ervan aan het Jongerenforum door de Jeugddienst en is van toepassing totdat de klachten verholpen zijn.

Onderafdeling 3. — Beroepsprocedure

Art. 5. § 1. Met toepassing van artikel 18, derde lid, van het decreet kan het Jongerenforum een beroep per aangetekende brief indienen bij de Jeugddienst tegen de beslissing bedoeld in artikel 3, § 1, van dit besluit, binnen 20 dagen na de kennisgeving ervan. Een beroep indienen heeft als gevolg dat de procedure bedoeld in de onderafdeling 2 geschorst wordt.

§ 2. Na ontvangst van het beroep stuurt de Jeugddienst binnen 5 dagen een bericht van ontvangst naar het Jongerenforum, alsook een afschrift ervan aan de Inspectie voor advies. De inspectie brengt binnen 15 dagen na ontvangst van het afschrift van het beroep haar advies uit aan de Jeugddienst.

Art. 6. De Jeugddienst beschikt over 15 dagen na de ontvangst van het advies van de Inspectie om een gemotiveerd voorstel voor een beslissing aan de Regering te bezorgen. Het advies van de Inspectie wordt bij het voorstel van de Jeugddienst gevoegd.

Dit gemotiveerde voorstel voor een beslissing wordt gelijktijdig door de Jeugddienst aan het Jongerenforum meegedeeld.

Art. 7. De Regering of haar vertegenwoordiger hoort het Jongerenforum in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst alvorens een beslissing te nemen over het beroep tegen een beslissing bedoeld in artikel 3, §1.

De uitnodiging voor de hoorzitting wordt naar het Jongerenforum per aangetekende brief 20 werkdagen vóór de hoorzitting gestuurd. De uitnodiging voor de hoorzitting bepaalt dat het Jongerenforum een observatienota naar aanleiding van de hoorzitting kan indienen.

Art. 8. § 1. De Regering beslist binnen twee maanden over het beroep bedoeld in artikel 5 op voorstel van de Jeugddienst.

De Regering deelt haar beslissing mee aan de Jeugddienst.

De Jeugddienst deelt de beslissing van de Regering binnen 5 dagen per aangetekende brief mee aan het Jongerenforum.

§ 2. De beslissing van de Regering gaat in op de datum van de kennisgeving van de Jeugddienst aan het Jongerenforum.

Afdeling 2. — Steun

Art. 9. § 1. De logistieke steun bedoeld in artikel 15 van het decreet, eerste lid, 3de streepje, stemt a minima overeen met de kosteloze terbeschikkingstelling van het volgende materiaal :

- 1° computers, met inbegrip, in voorkomend geval, van laptops met een internetverbinding;
- 2° printers, waaronder ten minste één kleurenprinter;
- 3° scanners;
- 4° vaste telefoons;
- 5° kasten, burelen en bureaustoelen;
- 6° bureaubenodigdheden;
- 7° vergadertafels en -stoelen.

§ 2. De administratieve steun bedoeld in artikel 15 van het decreet, eerste lid, 3^{de} streepje, stemt a minima overeen met de kosteloze levering van de volgende diensten en prestaties :

- 1° de hulpverlening van ETNIC indien nodig;
- 2° het gebruik van de Postdiensten of, indien nodig, van deze van de leveringsbedrijven.

§ 3. De steun voor de infrastructuur en huisvesting bedoeld in artikel 15 van het decreet, eerste lid, 3^{de} streepje, stemt a minima overeen met de kosteloze prestaties, in voldoende hoeveelheid, van ten minste:

- 1° lokalen dichtbij het openbaar vervoer, waarvan de oppervlakte geschikt is voor het materiaal bedoeld in § 1 en een afzonderlijke vergaderzaal;
- 2° de schoonmaakdienst van de lokalen bedoeld in §3, 1°;
- 3° toegankelijkheid van de lokalen bedoeld in 1°buiten de kantooruren;
- 4° infrastructuren van het « Centre culturel Marcel Hicter de La Marlagne » (met uitzondering van de kamers en de intendandienst), volgens de nadere regels die bepaald moeten worden in overleg met de Algemene Administratie Cultuur van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 3. — Reis- en verblijfkosten

Art. 10. § 1. Er wordt een vergoeding voor reiskosten tussen de woonplaats en de plaats van vergadering toegekend aan de werkende leden die deelnemen aan de volgende activiteiten georganiseerd door het Jongerenforum :

- 1° een algemene of buitengewone vergadering;
- 2° een raad van bestuur;
- 3° een vergadering van Agora;
- 4° een opleiding die uitsluitend georganiseerd wordt in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 4 van het decreet;
- 5° een vergadering van de commissie of van de werkgroep met :
 - ten minste vijf deelnemers, waaronder één lid van de vaste ploeg;
 - ten minste twee leden van de algemene vergadering.

§ 2. De werkende leden komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden ze gelijkgesteld met de personeelsleden van het ministerie die titularis zijn van een graad gerangschikt in rang 12.

Het maximaal bedrag van de vergoeding voor reiskosten stemt overeen met een treinticket van tweede klasse, op basis van een bewijsstuk.

Art. 11. De werkende leden genieten een vergoeding voor verblijfkosten wanneer de duur van de verplaatsing een dag overschrijdt en wanneer de maaltijden niet ten laste worden genomen door het Jongerenforum of een andere instelling.

Die vergoeding wordt op 8 euro vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

Art. 13. De Minister van Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 oktober 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY